ARRÊTÉ
DE RENOUVELLEMENT DE MISE EN CONGE PARENTAL
DE M. OU M^{ME} [NOM PRENOM]
[GRADE]

Le Maire (*ou le Président*) de [collectivité ou établissement public],

Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L.515-1 à L.515-12,

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié, portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet, (*Le cas échéant*)

Vu le décret n°86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration, notamment les articles 29 à 33,

Vu le décret n°2020-529 du 5 mai 2020 modifiant les dispositions relatives au congé parental des fonctionnaires et à la disponibilité pour élever un enfant, notamment l'article 7,

Vu l'arrêté en date du [date] plaçant M. ou Mme [Nom, Prénom] en congé parental à compter du [date],

Vu l'arrêté en date du [date] renouvelant le congé parental de M. ou Mme [Nom, Prénom] à compter du [date],

En cas de naissance : Vu la demande de renouvellement de congé parental en date du [date] au titre de l'enfant [Prénom et Nom de l'enfant], né(e) le [date],

En cas d'adoption : Vu la demande de renouvellement de congé parental en date du [date] au titre de l'enfant [Prénom et Nom de l'enfant], arrivé(e) au foyer le [date],

En cas de naissance : Considérant que le congé parental est accordé de droit jusqu'au 3^{ème} anniversaire de l'enfant,

En cas d'adoption : Considérant que le congé parental est accordé de droit jusqu'à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté ou confié en vue de son adoption, lorsque celui-ci est âgé de moins de 3 ans (ou jusqu'à l'expiration d'un délai d'1 an à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté ou confié en vue de son adoption si celui-ci est âgé de 3 ans ou plus et de moins de 16 ans),

ARRÊTE

Article 1 : Le congé parental de M. ou Mme [Nom, Prénom], [grade], est renouvelé à compter du [date] jusqu'au [date].

Article 2 : Pendant cette période, M. ou Mme [Nom, Prénom] ne perçoit aucune rémunération. Il (elle) conserve l'intégralité de ses droits à avancement d'échelon et de grade, dans la limite d'une durée de 5 ans pour l'ensemble de sa carrière. Cette période est assimilée à des services effectifs. S'il (Si elle) bénéficie en outre d'une disponibilité pour élever un enfant, il (elle) conserve, au titre de ces deux positions, l'intégralité de ses droits à l'avancement, dans la limite d'une durée de 5 ans pour l'ensemble de sa carrière.

Article 3 : Lorsque le congé parental prend fin, M. ou Mme [Nom, Prénom] est réintégré(e) de plein droit, au besoin en surnombre.

Sur sa demande et à son choix, il (elle) est réaffecté(e) soit dans son ancien emploi, soit dans un emploi le plus proche de son dernier lieu de travail ou de son domicile si celui-ci a changé pour assurer l'unité de la famille.

Au moins 4 semaines avant la réintégration, un entretien est organisé afin d'en examiner les modalités.

Si M. ou Mme [Nom, Prénom] refuse un emploi relevant de la même collectivité ou établissement public et correspondant à son grade, il est placé en disponibilité d'office pour une durée maximale de 3 ans.

Article 4 : Le congé parental peut également prendre fin de manière anticipée :

- à la demande de M. ou Mme [Nom, Prénom],

- À l'initiative de l'autorité territoriale, lorsqu'il est constaté que le congé n'est pas réellement consacré à élever l'enfant, sur décision motivée et après avoir entendu les observations de M. ou Mme **[Nom, Prénom]**,
- *(le cas échéant)* de plein droit en cas de retrait de l'enfant confié en vue de son adoption.

Article 5 : Le Secrétaire Général (ou le Directeur Général) est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Notifié à l'intéressé(e).

Ampliation adressée au :

- Président du Centre de gestion,

- Comptable de la collectivité.

Fait à **[commune]**, le **[date]**

Le Maire *(ou le Président)*,

Le Maire (ou le Président),

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Notifié le **[date]**

Signature de l'agent :